

CENTRE D'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

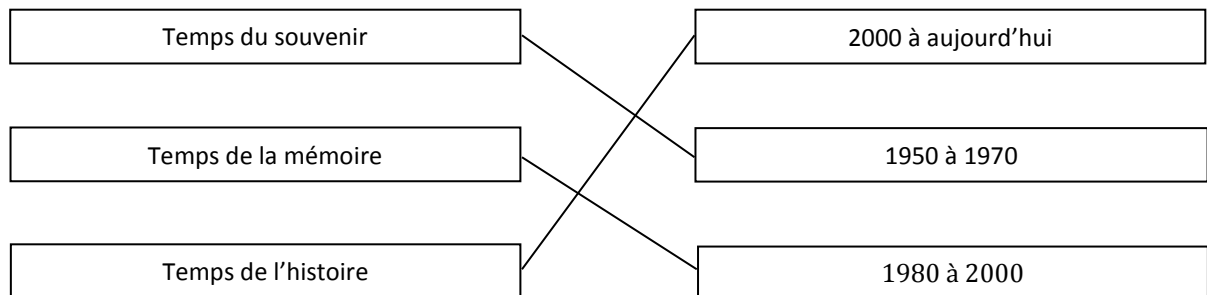
CORRIGÉ DU QUESTIONNAIRE PÉDAGOGIQUE – LYCÉE

DU BÂTIMENT AU MONUMENT

- De quelle période date ce bâtiment ? Pour quelle raison est-il construit ?
Décidée en 1888, la construction de ce bâtiment débute en 1889 pour s'achever en 1894. Il est destiné à accueillir l'École du service de santé militaire, dédiée à la formation de médecins et pharmaciens chargés d'intervenir auprès des soldats blessés ou malades.
- Pourquoi ce bâtiment, aujourd'hui en partie occupé par le CHRd, est-il devenu un lieu emblématique de la période la Seconde Guerre mondiale ?
L'époque la plus marquante du bâtiment est celle de son occupation comme siège de la Gestapo à partir du printemps de l'année 1943, jusqu'au bombardement du 26 mai 1944. L'ESSM devient le centre d'interrogatoire des résistants et des Juifs arrêtés par la police allemande. Incarcérés à la prison de Montluc, les détenus sont conduits au siège de la Gestapo où ils subissent des interrogatoires brutaux. Les caves du bâtiment Larrey sont transformées en cellules réservées aux prisonniers, avant leur interrogatoire dans les étages du bâtiment. De nombreuses exécutions sommaires sont commises dans les locaux, tandis que la torture y est pratique courante.
- À quelle période de l'histoire de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale correspond la création du musée ? Quel est l'objectif des anciens résistants et déportés à l'initiative de ce projet ?
En 1965 alors que l'on fête le vingtième anniversaire de la Libération, un premier musée de la Résistance et de la Déportation est créé à Lyon. Les anciens résistants et déportés à l'origine de ce musée ont pour objectif de rassembler des éléments matériels susceptibles de pérenniser le « souvenir des années sombres de l'Occupation », de préserver les traces de leur histoire.
- Quel événement historique et juridique majeur précipite la création du CHRd ?
L'instruction et la tenue du procès Barbie (1987) réveille la mémoire collective des Lyonnais et précipite la création du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation. En novembre 1989, le conseil municipal de Lyon vote, à la demande de son maire Michel Noir, un budget destiné à la création du CHRd. L'ancien site occupé par la Gestapo semble tout désigné pour accueillir le nouvel établissement, l'ESSM ayant quitté ses locaux de l'avenue Berthelot pour la ville de Bron au début des années quatre-vingt.
- Pourquoi avoir jugé Klaus Barbie à Lyon ? Cite les quatre principaux chefs d'inculpation retenus.
Klaus Barbie est jugé à Lyon car il fut à la tête de la Gestapo de cette ville entre 1942 et 1944, période durant laquelle il combat la Résistance et traque la population juive. Il est inculpé d'une série de faits auxquels il participa en tant que lieutenant SS, commandant à Lyon de la section IV du Sipo-SD. Les charges retenues contre lui concernent la rafle opérée le 9 février 1943 dans les locaux de l'Union générale des Israélites de France, celle conduite à Izieu le 6 avril 1944, la déportation de plus de six cents personnes par le dernier convoi parti de Lyon le 11 août 1944, et les tortures infligées à des résistants ou des Juifs avant leur déportation.

MARC BLOCH (1866-1944), UN HISTORIEN ACTEUR DE SON TEMPS

- En quoi peut-on dire que Marc Bloch a été « acteur de son temps » ?
Professeur à la Sorbonne, Marc Bloch est un historien médiéviste. Mobilisé en 1939, il fait l'amère expérience de la défaite de juin 1940. De retour dans la vie civile, il est victime de la législation antisémite française, un temps exclu de l'enseignement supérieur à l'automne 1940, il est rétabli « pour services scientifiques exceptionnels rendus à l'État français » à Clermont-Ferrand puis Montpellier, où il s'engage dans la Résistance. En 1943, il entre dans la clandestinité et devient membre du directoire national du mouvement Franc-Tireur. Arrêté à Lyon le 8 mars 1944, il est interrogé dans les locaux de la Gestapo puis interné à la prison de Montluc. Le 16 juin, il est abattu à Saint-Didier-de-Formans (Ain) avec 29 autres détenus. Agé de 73 ans à la déclaration de la guerre, cet homme plutôt habitué aux archives et aux études, n'hésite pas à s'engager pour son pays et à prendre part activement aux combats tout d'abord en tant que soldat puis comme résistant.
- À partir de quelles sources les historiens travaillent-ils à l'écriture de la Seconde Guerre mondiale ?
Le propre du travail de l'historien est de croiser les sources. Celles dont nous disposons sur la Seconde Guerre mondiale, documents officiels à analyser sous l'angle de la propagande, sources clandestines et témoignages oraux, restent suffisamment nombreuses, en dépit de la destruction de certains fonds, pour retracer les événements et se livrer à une approche des mentalités. Ces connaissances sont en perpétuelle construction et progressent au rythme de la recherche historique, elle-même tributaire des archives accessibles et de questionnements qui évoluent au fil du temps.
- Concernant la période de la Seconde Guerre mondiale, relie chacun des trois temps à l'époque qu'il a marquée :



LES PRÉMICES DE LA GUERRE

- Pour quelles raisons peut-on dire que la population est préparée à l'idée d'une guerre imminente.
Alors que le souvenir de la Grande Guerre est encore très présent dans les esprits, la mise en place des dictatures fascistes, nazie et communiste dans une grande partie de l'Europe et la politique expansionniste du chancelier allemand Adolf Hitler font peser le risque d'un nouveau conflit. La tension internationale de plus en plus forte, la mise en place de la Défense passive et la mobilisation partielle en 1938 contribuent à préparer la population à l'idée d'une guerre imminente. Ainsi en septembre 1939, lorsque la mobilisation générale est déclarée, la population accueille la nouvelle avec un sentiment « intermédiaire entre la résolution et la résignation », pour reprendre l'analyse faite à chaud par le préfet du Rhône Émile Bollaert.
- Qu'est-ce que la Défense Passive ? Illustre ta réponse à partir des objets et des quatre premières photos de la série du photographe Émilie Rougé, exposés dans cette séquence.
Officiellement créé par la loi du 21 juillet 1938, le service de Défense passive a pour rôle d'informer et de protéger la population contre le danger des attaques aériennes. À Lyon, la mise en œuvre des mesures de défense passive comprend l'occultation des vitres des boutiques et des bâtiments publics, la désignation de caves pouvant servir d'abris ou de tranchées où s'abriter, comme par exemple sur la place Bellecour ou encore des opérations « vide-greniers » destinées à limiter la propagation du feu en cas d'incendie et la distribution de masques à gaz.

- Note le nom de ces trois photographes. Au cours de ta visite, sélectionne pour chacun d'entre eux une photographie qui, selon toi, reflète l'atmosphère qui règne à Lyon durant la Seconde Guerre mondiale.
 - **Émile Rougé. Photographe de la vie quotidienne et des scènes de rue, il est particulièrement sensible à l'atmosphère qui règne à Lyon depuis 1938, année où la montée vers la guerre semble inéluctable. Il réalise de nombreuses photos de Lyon au début de la guerre, présentées dans la première partie de l'exposition. On lui doit également des témoignages rares de la seconde occupation, à partir de novembre 1942, et la seule image connue à ce jour des autobus ayant servi pour des rafles en 1944 à Lyon, présentée dans la partie intitulée Le sort des Juifs en France et dans la région de Lyon.**
 - **André Gamet photographie la ville et ses lieux emblématiques. Dans l'exposition, on trouve de lui un cliché de la place des Terreaux datant de 1942-1943, une photo immortalisant le passage d'une colonne motorisée, quai Claude-Bernard le 5 juillet 1940, ou encore la photo connue d'une file d'attente devant une poissonnerie, route de Vienne à Lyon, durant l'hiver 1943-1944 et celle du bombardement allié rue Bancel à Lyon, 26 mai 1944.**
 - **Charles Bobenrieth a photographié quelques événements marquants de Lyon durant la guerre dont le cliché des armes du 25^e Régiment de tirailleurs sénégalais, celle de l'accueil des réfugiés au Palais de la foire de Lyon ou encore la photo du retour de déportation présentée dans la partie intitulée La déportation des résistants.**

UNE VILLE DANS LA GUERRE

POINT OBJET : Journal d'Édouard Herriot

Qui est Édouard Herriot ?

En 1940, Édouard Herriot, maire de Lyon depuis 1905, est président de la Chambre des députés. À ce titre, il accompagne le gouvernement lors de son repli le 10 juin : à Tours d'abord, puis à Bordeaux.

Que raconte-t-il dans son journal concernant la nuit du 17 au 18 juin 1940 ?

Dans son journal, il relate notamment les événements de la nuit du 17 au 18 juin au cours de laquelle il reçoit un appel téléphonique du préfet Émile Bollaert lui demandant de déclarer Lyon « ville ouverte ». Il doit alors aller réveiller le maréchal Pétain, président du Conseil depuis le 16 juin, pour recueillir son autorisation.

- Quelle est la situation de Lyon à compter du 7 juillet 1940 ?
Après une occupation par l'armée allemande de quelques jours et compte tenu des conditions de l'armistice signé avec l'Allemagne, Lyon est située en zone non occupée à compter du 7 juillet 1940.
- Pour quelles raisons Lyon exerce-t-elle un pouvoir d'attraction sur les Français de zone occupée ? Quelles sont les conséquences de cet afflux de personnes et d'institutions à Lyon ?
Lyon exerce un pouvoir d'attraction sur les Français de zone occupée, de par son statut de grande métropole, son rayonnement économique, culturel et religieux et sa situation géographique privilégiée. Il en résulte un brassage d'individus et d'idées, conforté par la présence des nombreux réfugiés qui transitent dans la cité, jusqu'en 1942.

POINT OBJET : Les affiches de propagande

Quel est le premier support de propagande du régime de Vichy ?

Le premier support de la propagande du gouvernement de Vichy est l'affiche, dont les tirages dépassent couramment les 200 000 exemplaires.

D'après les différentes affiches présentées, montre le renversement de la devise républicaine.

Les thématiques développées dans les affiches exposées s'inspirent des valeurs maréchalistes et de la devise « Travail, Famille, Patrie » instaurée par le régime de Vichy, ne faisant aucune référence à la devise républicaine « Liberté, Égalité, Fraternité ».

- Quel type de régime est alors instauré ?

Le 10 juillet 1940, l'Assemblée nationale réunie à Vichy accorde les pleins pouvoirs constituants au maréchal Pétain. Mettant l'accent sur le retour à une société traditionnelle, patriarcale et hiérarchisée, dominée par l'ordre moral et régie par des politiques d'exclusion, le maréchal Pétain instaure un ordre nouveau qualifié de Révolution nationale et un régime de type autoritaire.

- Qui joue un rôle majeur dans l'entourage du maréchal Pétain ? Dans quelle politique le gouvernement de Vichy s'engage-t-il avec le régime nazi ?

Le vieux maréchal – 84 ans en 1940 – est secondé par Pierre Laval, vice-président du Conseil en 1940 puis chef du gouvernement à partir d'avril 1942. Tous deux n'hésitent pas à s'engager dans une politique de collaboration avec le régime nazi au sein d'une nouvelle Europe dominée par l'Allemagne.

- De quelles manières la guerre bouleverse le quotidien des Français ? Illustre ta réponse à partir des objets et documents présentés dans cette sous-séquence ?

Sous l'Occupation, restrictions, rationnement, pénurie caractérisent la vie quotidienne des Français.

La raréfaction des moyens de transport limite les déplacements. La mise en place d'un couvre-feu et de la ligne de démarcation, ainsi que le faible nombre des laissez-passer entravent la libre circulation.

Mais le souci quotidien est de s'approvisionner. Le rationnement touche les produits alimentaires mais aussi les matières premières comme le charbon, ce qui rend les hivers particulièrement difficiles. Comme le montre la photo d'André Gamet présentée dans l'exposition, devant les commerçants, les files d'attente s'allongent. Des cartes et des tickets de rationnement sont institués, donnant droit à chacun à des rations caloriques précises.

- Comment le régime de Vichy tente-t-il d'obtenir la libération de ces soldats ? Cette politique est-elle efficace ? De quelle décision est-elle suivie le 16 janvier 1943 ?

Les prisonniers de guerre constituent un enjeu politique essentiel pour le gouvernement de Vichy. Dans un premier temps, à partir de 1942, Pierre Laval met en place la politique de la Relève établissant le principe d'un prisonnier libéré en échange de trois ouvriers spécialisés envoyés en Allemagne. S'appliquant exclusivement aux hommes de troupe, elle concernera moins de 100 000 prisonniers. Face à l'échec relatif de cette politique du volontariat, il instaure, le 16 janvier 1943, le Service du travail obligatoire (STO) qui rend le travail en Allemagne obligatoire pour les hommes nés en 1921, 1922 et 1923.

- Note les différents facteurs qui rendent possible l'émergence d'une contestation hostile au régime de Vichy et à sa politique de collaboration à Lyon.

Les facilités que Lyon offre à la vie clandestine rendent possible l'émergence précoce, dès 1940, de noyaux non conformistes en capacité d'agiter l'opinion publique. Des réactions spontanées d'hostilité au régime, à sa politique de collaboration se font jour dans différents cercles de la population. Le repli d'un grand nombre de journalistes, l'existence de nombreux services d'impression, une classe ouvrière patriote et des étudiants combattifs font le succès de diverses manifestations et contribuent à diffuser des informations contre Vichy et l'occupant.

- Quelles formes prend cette contestation ?

Cette contestation se manifeste par des graffitis peints sur les murs, des tracts de facture artisanale diffusés à la sauvette et dont l'apparition précède souvent la création de feuilles et journaux clandestins et l'organisation de manifestations patriotiques. Le plus souvent spontanées, à l'image des protestations de ménagères qui gagnent bientôt Lyon, ces incitations à manifester deviennent plus offensives à partir de 1942, année qui intègre le 1^{er} mai, fêté par Vichy, au rang des commémorations des opposants au régime.

- D'après les différents documents présentés dans la sous-séquence intitulée « Les exclus », relève les trois catégories de la population exclues de la vie publique et de l'administration par le régime de Vichy. En application de quelles lois le sont-elles ? Cite un exemple pour chaque catégorie de population.

Catégorie de population exclue	Loi	Exemple d'application de la loi
Les Juifs	Les lois des 3 et 4 octobre 1940	Les employés juifs sont exclus de la fonction publique (exemple de Fanny Zay renvoyée de son poste d'enseignante).
Les Francs-maçons	La loi du 13 août 1940	Les employés municipaux doivent prêter serment de n'avoir jamais

		adhéré à une « société secrète » (franc-maçonnerie), pour pouvoir conserver leurs postes.
Les communistes	Loi du 26 septembre 1939	Note de Vichy dénonçant les « sentiments » communistes du personnel d'une entreprise de Villeurbanne, datée du 8 octobre 1941

▪ Comment ces populations sont-elles considérées par le gouvernement de Vichy ?
Ces populations sont considérées comme responsables de la défaite par le gouvernement de Vichy.

▪ Quelles conséquences ces mesures vont-elles avoir sur ces populations ?
Ces mesures ont pour conséquence d'exclure ces catégories de populations et de les spolier progressivement de leurs droits.

VERS L'UNIFICATION DE LA RÉSISTANCE

Pour quelles raisons l'une des toutes premières actions des mouvements de résistance est l'édition de journaux clandestins ?

À la fin de l'année 1940, des mouvements de Résistance voient le jour en zone non occupée. Ils éditent des journaux clandestins, s'affranchissant des difficultés matérielles et du danger permanent. La diffusion d'informations constitue un enjeu majeur dans un pays soumis à la censure : la presse clandestine entend faire connaître à l'opinion des événements passés sous silence par la presse officielle afin d'infléchir ses positions. Elle engage aussi rapidement une réflexion politique sur le présent et l'avenir.

Quels sont les trois grands mouvements de la zone sud ? Cite un des acteurs de chacune de ces formations.

- COMBAT

Berty Albrecht : Issue d'une famille protestante, Berty Albrecht milite dans les mouvements progressistes, notamment féministes. Dans les années trente, elle rencontre Henri Frenay qu'elle sensibilise au problème du nazisme. En août 1940, elle fonde avec lui le Mouvement de libération nationale (MLN) puis le seconde dans la direction de Combat. Arrêtée à Mâcon le 28 mai 1943, elle est internée à la prison de Fresnes à Paris. Les circonstances de sa mort, survenue peu après, ne sont pas connues. Elle a été nommée à titre posthume Compagnon de la Libération.

Henry Frenay : Lyonnais éduqué dans un milieu conservateur, il fréquente une partie de la gauche française et des réfugiés allemands après sa rencontre avec Berty Albrecht dans les années trente, qui l'ont sensibilisé à la montée du nazisme. Chef du mouvement Combat, il est membre du comité directeur des Mouvements Unis de Résistance dont il est commissaire aux affaires militaires. Fort de la puissance de son mouvement, Henri Frenay a souvent manifesté son esprit d'indépendance.

- LIBÉRATION

Lucie Aubrac : Professeure d'Histoire-Géographie en poste à Clermont-Ferrand en 1941, elle rencontre Emmanuel D'Astier de la Vigerie avec qui elle participe à la fondation du mouvement Libération-Sud. Après l'attaque réussie d'un convoi de la Gestapo le 21 octobre 1943 qui libère 14 résistants dont son mari Raymond, membre de l'Armée secrète, elle est désignée par la Résistance intérieure pour siéger à l'Assemblée consultative d'Alger. Sur les ondes de la BBC, le 20 avril 1944, Lucie Aubrac souligne que « la guerre est aussi l'affaire des femmes ».

Emmanuel d'Astier de la Vigerie : Officier de marine puis journaliste, il fonde une première organisation clandestine La dernière colonne qui sera vite décimée par des arrestations. Recherché, il se réfugie à Clermont-Ferrand où il rencontre les Aubrac. Cofondateur du mouvement Libération-Sud, il est commissaire aux affaires politiques dans le comité directeur des Mouvements Unis de Résistance.

- FRANC-TIREUR

Jean-Pierre Lévy : De part sa profession de cadre commercial, cet alsacien connaît bien la région lyonnaise. Chef du mouvement Franc-tireur, il est commissaire aux renseignements, à la sécurité et aux moyens matériels au sein du comité directeur des Mouvements Unis de Résistance.

France Péjot : Agent du mouvement Franc-tireur, elle met sa boutique et son domicile à disposition du mouvement comme quartier général et dépôt clandestin. Arrêté une 1^{ère} fois par la police, elle est libérée suite à l'intervention d'un anonyme. Arrêtée une nouvelle fois par la Milice fin 1943, elle parvient à s'échapper et rejoint la direction de Franc-tireur à Paris. Appréhendé par la Gestapo rue Saint-Honoré, elle est déportée au camp de Ravensbrück par le dernier convoi du 25 août 1944. Elle est rapatriée en France en 1945.

Quel type de résistance incarne le mouvement Témoignage chrétien ?

Le mouvement Témoignage chrétien incarne la résistance spirituelle en France. Il naît à Lyon à l'initiative du père Pierre Chaillet, entouré de jésuites amis et d'une poignée de laïcs, parmi lesquels les intellectuels Stanislas Fumet, Robert d'Harcourt et Joseph Hours, puis Henri Marrou et André Mandouze.

Il entend opposer les « armes de l'esprit » à l'idéologie nazie, jugée comme un péril pour la civilisation chrétienne, mais aussi à l'État français et à sa politique de collaboration.

POINT OBJET : Parachute

Présente cet objet.

Dans la nuit du 1er au 2 janvier 1942, Jean Moulin (alias Rex), Hervé Monjaret et Raymond Fassin sont parachutés dans les Alpilles, en Provence, pour mener à bien la « mission Rex », confiée à Moulin par le général de Gaulle. Il s'agit de fédérer les principaux mouvements de Résistance de la zone non occupée et de leur faire accepter l'autorité du général de Gaulle. Dès le lendemain, il est primordial d'effacer toute trace du parachutage pour ne pas mettre la gendarmerie en alerte. L'abbé Krebs, responsable du mouvement Combat pour le Vaucluse et le nord des Bouches-du-Rhône reçoit la mission de récupérer le matériel. Le parachute, conservé jusqu'à la Libération par un instituteur d'Avignon, est remis au musée Boileau en 1965 par Laure Diebold, secrétaire de Jean Moulin et Compagnon de la Libération.

À l'aide du tableau ci-dessous, présente les finalités de cette mission.

	1 ^{er} voyage	2 nd voyage
Date	Octobre 1942 – janvier 1942	Février - mars 1943
Mission	Unir les forces de la Résistance intérieure, principalement depuis Lyon, où se sont regroupés en 1942 les trois grands mouvements non communistes de zone sud, Combat, Libération et Franc-Tireur.	Achever l'unité de la Résistance et l'étendre à tout le territoire.
Objectifs	Renforcer l'action de la Résistance en lui fournissant des moyens en hommes, matériel et argent.	Fédérer mouvements, partis et syndicats au sein d'une même structure.
Résultats	Mise en place des structures communes et utiles aux mouvements. Fin 1942, création de l'Armée secrète (AS), du Comité de coordination des mouvements de zone sud puis des Mouvements unis de Résistance (MUR) qui consacrent l'unification des trois grands mouvements.	Création du Conseil de national de la Résistance (CNR) qui reconnaît, dès sa première réunion le 27 mai 1943, de Gaulle comme seul chef politique de la Résistance intérieure.

LA LUTTE ARMÉE, LE RENSEIGNEMENT

À quoi sert ce matériel ?

Cet ensemble d'objets est du matériel d'émission – réception et un message servant aux opérations d'atterrissage et de parachutage.

Qui a donné cet ensemble d'objets au CHRD ?

Paul Rivière

Présente cette personne en remplissant la carte d'identité ci-dessous.

Nom : **Rivière** Prénom : **Paul** Date de naissance : **1912**
Date de décès : **1998** Profession : Date d'engagement : **1941**

Mouvement de Résistance : **Combat**

Rôle en 1941 : **délégué régional chargé du Recrutement, de l'organisation et de la propagande.**

Date et circonstance d'arrestation : **en juin 1942, il est interpellé à Clermont-Ferrand par la police de Vichy.**

Contact au sein de son mouvement : **Raymond Fassin, officier d'opérations du Bureau central de renseignements et d'action auprès du mouvement**

Rôle à partir de l'automne 1942 : **trouver des terrains de parachutage et d'atterrissage**

Rôle à partir de l'été 1943 : **chef d'opérations, responsable de la Section des atterrissages et des parachutages (SAP)**

Expérience : **Paul Rivière compte à son actif quelque 220 opérations sur la région.**

- Numérote dans le bon ordre les différentes phases d'un parachutage.

1 Recherche de terrain de parachutage

2 Choix de l'équipe pour l'opération

3 Diffusion de la phrase d'exécution à la BBC

4 Envoi au pilote d'un signal de reconnaissance en morse

5 Balisage du terrain

6 Cache du matériel

- Qu'est-ce-que les groupes francs ?

*Tous les mouvements de Résistance ont leurs groupes francs, appellation qui désigne des groupes armés, des commandos, opérant dans l'action directe, immédiate, ponctuelle. L'idée des groupes francs apparaît avec Jacques Renouvin à Montpellier, en novembre 1941, dans le cadre du mouvement Liberté. Le recrutement se fait essentiellement chez des hommes jeunes et sportifs. **Ce sont de petits groupes mobiles et rapides.***

Leur action commence par le collage de tracts, l'inscription de symboles de la Résistance sur les murs et monuments, par la lacération des affiches collaborationnistes. Certains groupes francs s'attaquent aux vitrines de commerçants pro-vichystes ou aux organes de presse qui œuvrent avec l'ennemi.

Plus tard, de concert avec la répression qui s'accroît, l'action directe passe par les attentats contre l'occupant et ses intérêts, les sabotages et même les exécutions de collaborateurs. L'objectif est de faire naître la peur chez l'occupant, l'intimider, lui montrer qu'il est en insécurité. Les groupes francs participent aussi à des évasions, telle que celle, spectaculaire, de Raymond Aubrac à Lyon le 21 octobre 1943.

- Cite un personnage emblématique de la lutte armée.

Raymond Aubrac se voit confier la branche militaire du mouvement Libération-Sud en 1942.

LE DANGER

POINT OBJET : Tampons et faux papiers

À quoi sert cet ensemble de documents et d'objets ?

Ces objets et documents sont utilisés pour la fabrication de faux papiers permettant aux résistants de vivre dans la clandestinité.

Les résistants sont-ils les seuls à recourir au service de faussaires ?

Toute personne traquée peut avoir recours à ces documents pour échapper aux arrestations.

Un éventail de dispositifs assure aux résistants une relative sécurité. Parmi cette liste, coche les règles élémentaires de sécurité qu'un résistant doit observer.

~~avoir sur soi les noms et adresses des membres de son réseau~~

~~conserver avec soi ses vrais papier d'identité~~

X changer fréquemment de lieux de rendez-vous

~~organiser ses rendez-vous à l'hôtel~~

X utiliser des codes pour communiquer avec les membres de son réseau

X agir sous une fausse identité

POINT OBJET : Tract Vous n'aurez pas les enfants !

Que dénonce ce tract ?

*Le 26 août 1942, une grande rafle est lancée dans toute la zone sud. La plupart des personnes arrêtées dans la région sont rassemblées au centre de tri de Vénissieux (Rhône). Des militants des organisations juives et de l'Amitié chrétienne, organisés en « commissions de criblage », multiplient leurs efforts pour soustraire les enfants à la déportation. Profitant du flou juridique autour de leur sort, ils parviennent à en sauver une centaine en les dispersant dans différents lieux d'accueil. Le 30 août, le préfet Angeli leur intime l'ordre de rendre les enfants pour qu'ils soient déportés, ce à quoi le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon, oppose un refus catégorique. **Ce tract dénonce l'ordre donné par le préfet de rendre les enfants retirés du camp de Vénissieux pour les envoyer en déportation.***

Quelle forme de résistance illustre ce document ?

Il illustre l'organisation de filière de sauvetage.

Cite un organisme spécialisé dans le sauvetage des Juifs.

On peut citer l'Amitié Chrétienne ou l'Œuvre de Secours aux Enfants. *Les filières de sauvetage sont un phénomène d'importance dans la France occupée. Elles s'organisent en deux volets essentiels. L'un concerne l'aide apportée aux évasions de sujets voulant rejoindre la France libre, de prisonniers de guerre français, d'Alsaciens-Lorrains refusant l'enrôlement de force pour combattre sur le front de l'Est, d'aviateurs alliés sinistrés. L'autre porte sur le secours apporté aux répréhensibles du régime. Lyon constitue ainsi une plaque tournante du sauvetage des Juifs. Deux organismes s'y emploient : le réseau Garel, créé par l'Œuvre de secours aux enfants (OSE), mais aussi l'Amitié chrétienne, fondée en décembre 1941, qui réunit sous l'égide du cardinal Gerlier et du pasteur Boegner une équipe interconfessionnelle. Elle devient rapidement la « couverture » d'un important service clandestin en faveur des Juifs persécutés, qu'elle oriente vers des filières pour les cacher, mettre les enfants à l'abri, trouver des complicités pour leur passage en Suisse.*

Les forces de répression à Lyon :

- Quels sont les deux principaux organes de répression ?
Le principal organe de répression allemand est le Sipo-SD composé de plusieurs sections dont la Gestapo qui est aidée dans ses missions par la milice française créée la loi du 30 janvier 1943.
- Cite le nom du chef de la Gestapo et celui de la Milice à Lyon.
Klaus Barbie est le chef de la Gestapo à Lyon ; Joseph Lécussan et Paul Touvier sont les principaux responsables de la milice française à Lyon.
- Quelles sont les deux principales catégories de la population visées par les forces de répression ?
Les résistants et les juifs sont les principales cibles de ces forces de répression.

LA DÉPORTATION DES RÉSISTANTS

- Quel sort est généralement réservé aux résistants arrêtés ?
Les résistants arrêtés sont pour la plupart déportés en camp de concentration.
- Combien de Français et Françaises ont été déportés de France pour fait de résistance ?
On compte environ 65 000 Français et Françaises qui ont été déportés de France pour fait de résistance ou suite à des rafles de représailles.

POINT OBJET : Tenue de déporté de Jacques Micolo

Quelle est cette tenue ?

C'est la tenue de Jacques Micolo déporté depuis Lyon au camp de concentration de Buchenwald via le camp de transit de Compiègne (Oise). Il a ensuite connu les camps d'Hartungen, d'Elrich, de Henikel (près d'Oranienburg) et a porté cette tenue jusqu'à son rapatriement en France en août 1945.

Que signifie le triangle rouge apposé dessus ?

Le triangle rouge signifie que cette tenue appartenait à un déporté politique.

À quoi correspond le numéro inscrit sur la tenue ?

Un matricule était donné à tous les déportés à leur arrivée dans les camps. Ce matricule qui figurait sur une bande de tissu cousue sur la tenue, est utilisé à l'identification de chaque déporté. 52068 était le matricule de Jacques Micolo.

LA SHOAH

- Observe la carte d'Europe présentée dans cette partie. Cite les deux types de camps et précise quelles catégories de population y sont déportées.
On observe les camps de concentration où sont envoyés les déportés politiques tels que les résistants et les centres de mises à mort où sont assassinés les juifs d'Europe.
- Pourquoi le complexe d'Auschwitz-Birkenau occupe-t-il une place particulière dans le système concentrationnaire nazi ?
Le complexe d'Auschwitz-Birkenau occupe une place particulière dans le système concentrationnaire nazi car deux logiques différentes vont coexister sur un même site : la concentration de détenus assujettis au travail pour l'industrie de guerre allemande et l'extermination des Juifs venus de toute l'Europe. Installé dès 1940 dans une ancienne caserne à proximité de Cracovie, il s'agit dans un premier temps d'un camp de concentration destiné aux Polonais. À partir de mars 1942, est construite à proximité de Birkenau une structure destinée à mettre en œuvre le programme d'extermination des Juifs d'Europe, entériné lors de la conférence de Wannsee. Ces derniers n'entrent généralement pas véritablement dans le camp : ils sont dès leur arrivée dirigés vers les installations « modernes » de mise à mort situées en périphérie du camp de Birkenau. Aux chambres à gaz rudimentaires (les « bunkers ») installés dans des fermes, succèdent les « crématoires », où sont couplés chambres à gaz et crématoires destinés à la destruction des corps. Le camp d'Auschwitz est l'épicentre des mises à mort.
- Où et quand est entérinée la mise en œuvre de la « Solution finale » ?
La décision d'exterminer les Juifs d'Europe est prise à l'automne 1941, mais c'est lors de la conférence de Wannsee qui réunit le 20 janvier 1942 les dignitaires nazis, qu'est entérinée la mise en œuvre de cette politique. C'est ce que l'on appelle la « Solution finale », dans le cadre de laquelle sont érigés des centres de mise à mort.
- Combien de Juifs sont assassinés en Europe au nom de l'idéologie nazie ?
Près de 6 millions de juifs d'Europe sont assassinés, soit 75% de la population juive d'Europe. En France, grâce notamment à la solidarité de la population, les trois quarts des Juifs furent sauvés mais 80 000 périrent.
- Quel autre peuple que les Juifs est victime d'un génocide durant la Seconde Guerre mondiale ?
La population Tzigane est également victime d'un génocide.

LE SORT DES JUIFS EN FRANCE ET DANS LA RÉGION DE LYON

POINT OBJET : Fiches A.P.A.F.F.I.D.A.

Par quel camp sont généralement passées ces personnes ?

Elles sont pour la plupart passées par le camp de Drancy.

Dans quel pays ce camp se situe-t-il ?

Il se situe en France, en région parisienne.

À quel type de camps appartient-il ?

C'est un camp d'internement d'où partent les convois à destination du camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau.

Quel est l'objectif de l'Association des parents et amis des familles françaises israélites ?

L'APAFFIDA souhaite dans un premier temps recenser les familles juives déportées en Allemagne, puis dans un second temps, éditer un « Livre du Souvenir », destiné à rendre hommage aux victimes et à conserver la trace de leur martyr.

Étude d'une affiche de propagande.

- Quel personnage est placé au centre de l'affiche ? Quel élément sert de décor ? Quelle image veut-on donner de lui (regard, attitude) ?
Le portrait du Maréchal Pétain est au centre de l'affiche, sur fond du drapeau français. Il a le regard droit, déterminé et autoritaire d'un chef.
- Quel est le slogan de l'affiche ? À quoi fait-il référence ?
Cette affiche fait la promotion de la Révolution Nationale, programme politique du nouveau gouvernement français.

À l'intérieur d'un appartement de l'époque des années sombres :

- À ton avis, quelle radio est diffusée par la TSF ?
La TSF diffuse des extraits de la BBC, également appelé Radio Londres.

D'après tes connaissances, à quoi servent les messages diffusés par la BBC ?
Les messages personnels sont à destination des résistants et permettent de communiquer sur des opérations en cours. Mis en place à partir du mois d'août 1941 par le Special Operations Executive, cette pratique est rapidement utilisée par tous les services secrets de Londres. Ces messages servent également aux mises en garde suite à une arrestation ou une menace, ou pour des messages d'authentification d'un agent auprès de ses contacts.

L'imprimerie clandestine :

- Cite deux journaux qui ont été imprimés grâce à cette presse.
Des journaux tels que Combat et Libération ont été imprimés sur cette presse.
Combat : journal lancé en décembre 1941, il a pour raison d'être la lutte contre l'Allemagne nazie. Plutôt conservateur, il ménage dans un premier temps le Maréchal Pétain. Le mouvement montre son ralliement au Général De Gaulle à partir de l'automne 1942.
Libération : journal lancé en juillet 1941 à 5000 exemplaires, il sera suivi de 53 numéros. Il s'attaque à l'occupant allemand ainsi qu'au gouvernement de Vichy. Journal marqué politiquement à gauche, il est distribué en 1942 dans presque toute la zone sud à l'exception de la côte atlantique.
- À quelles difficultés se heurtent les résistants pour imprimer des journaux clandestins ?
L'impression des titres clandestins se heurte aux pénuries de papier et d'encre mais aussi à la nécessité d'avoir recours à des imprimeurs professionnels. Les imprimeurs, nombreux à Lyon, vont donc être particulièrement sollicités pour composer et fabriquer tracts, faux papiers et journaux clandestins en plus de

leurs activités légales, le soir et le dimanche notamment. Les imprimeurs et les professionnels des métiers du livre sont particulièrement visés par la répression, ils sont nombreux à être arrêtés et déportés.